

Le GIGN, s'adapter face aux crises

Par C.-R. L.*

Le 27 avril 1912, les forces de police localisent l'anarchiste Jules Bonnot, auteur de multiples meurtres et braquages. Retranché dans une maison à Noisy-le-Roi, c'est sous l'impulsion du lieutenant Félix Fontan de la Garde Républicaine que son arrestation aura lieu : Fontan, adepte de méthodes non conventionnelles, décide d'utiliser les explosifs pour créer une brèche et permettre l'interpellation du forcené. Individu dangereux, méthodes atypiques, gestion de crise et résolution du trouble à l'ordre public, technicité et audace : les ingrédients opérationnels du GIGN qui n'existait pas encore étaient déjà rassemblés.

Lors de la guerre d'Algérie, c'est le milieu particulier du Djebel, la nature asymétrique de ce conflit intérieur qui appellent à la création d'unités spécialisées : les commandos de chasse Gendarmerie, commandés par un officier supérieur de gendarmerie mais placés sous l'autorité de l'armée de Terre. Ces commandos adoptent un principe : allier la valeur militaire des paras à la valeur morale du gendarme. Poursuivant les traditions des gendarmes parachutistes de la guerre d'Indochine, ils seront félicités pour leur excellent comportement avec leurs adversaires tout au long de leur existence.

Héritier des traditions des commandos de chasse et d'une certaine culture militaire orientée vers les opérations extérieures, l'escadron parachutiste de gendarmerie mobile 9/11 (ou "9/11 Para") est créé à Mont-de-Marsan en 1971. Escadron prévôtal de la 11^{ème} Division parachutiste, il n'en est pas moins un escadron de gendarmerie mobile "d'élite", employé sur les crises les plus importantes (Liban, Nouvelle Calédonie, Pays Basque), mettant notamment en œuvre des méthodes de nomadisation propres aux commandos de chasse.

Le dénouement tragique de la prise d'otage des Jeux Olympiques de Munich en 1972 conduit la Gendarmerie à se doter d'unités spécialisées en contre-terrorisme et libération d'otage. Ce sont tout d'abord des équipes commandos régionales d'intervention (ECRI) qui sont créées : l'ECRI 1 à Maisons-Alfort et l'ECRI 4 à Mont-de-Marsan, au sein du 9/11 Para. L'objectif étant à terme de pouvoir engager une ECRI par région militaire. Après avoir été renommées GIGN n°1 et GIGN n°4, ces deux unités sont regroupées à Maisons-Alfort dans une nouvelle unité qui portera désormais le nom de GIGN.

Cette petite unité, de la taille d'un peloton, acquiert en quelques années ses lettres de noblesse, se faisant notamment connaître en 1976, lors de la prise d'otage d'un bus scolaire à Loyada (Djibouti), puis lors de crises de plus en plus médiatisées (mutineries en milieu carcéral, forcenés, prises d'otages,...). Hautement spécialisés, ces gendarmes sont recrutés selon un processus drastique, long et particulièrement sélectif, propre à l'unité.

* Le chef d'escadron C.-R. L., officier de la gendarmerie nationale, a servi au GIGN de 2010 à 2019.

Au début des années 1980, la nécessité d’assurer une coordination des unités spéciales de la gendarmerie conduit à les placer sous un commandement centralisé : le Groupement de sécurité et d’intervention de la Gendarmerie Nationale (GSIGN) prend ainsi sous son autorité le GIGN, l’Escadron Parachutiste d’Intervention de la Gendarmerie Nationale (ou EPIGN, nouveau nom du 9/11 para) et le Groupe de Sécurité de la Présidence de la République (GSPR), nouvellement créé et en charge de la protection du Président. Toutes ces unités emménagent alors à Versailles, sur le camp de Satory, ce qui leur offre des structures d’entraînement plus adaptées et surtout une proximité immédiate avec l’aéroport militaire de Villacoublay, permettant une projection rapide. L’unité répondra toujours présente aux engagements de haute intensité pour lesquels elle a été créée : Ouvéa, en 1988, Marignane en 1994, la Somalie en 2008 et la traque des frères Kouachi en 2015.

À l’effectif d’un peloton à sa naissance en 1974, le GIGN est aujourd’hui un corps de 400 gendarmes, aux ordres d’un officier général. Cette évolution est révélatrice d’une adaptation continue face à la menace, d’une multiplicité de missions et d’une professionnalisation dans l’analyse de la menace. Pour répondre à cette menace, le GIGN doit au quotidien faire preuve d’une capacité d’imagination et de créativité, hors des sentiers balisés des unités conventionnelles. Dans ce contexte, c’est bien la loi qui est le cadre et qui guide notre action. Fort de ces quatre cent gendarmes sélectionnés et hautement qualifiés, le GIGN est-il une unité de l’ultime recours ?

Le GIGN : trois métiers autour de la lutte contre le terrorisme et le grand banditisme

Outil à disposition des autorités qui en expriment le besoin, prêt à tout instant à être projeté, le GIGN ne prévient pas les crises, mais il est sollicité dès qu’il peut apporter son expertise pour les résoudre. Dans ce cadre, ses opérationnels s’articulent autour de trois métiers principaux, trois centres de gravité pour les spécialistes apportant leur concours technique : il s’agit de la Force Intervention, de la Force Sécurité-Protection et de la Force Observation-Recherche. Les opérationnels de ces forces, soumis à un très haut niveau d’exigence, doivent au quotidien savoir se remettre en question, tant dans leur entraînement qu’en opérations. En dépit de missions chaque jour différentes, ces opérationnels, tous issus du même creuset de sélection et de formation centré sur le contre-terrorisme, sont en mesure de travailler de manière coordonnée.

La Force Intervention

Image certainement la plus connue du GIGN, la Force Intervention regroupe une centaine d’hommes répartis en quatre sections. Ces hommes sont capables de conduire les interpellations les plus dangereuses dans une variété incroyable de milieux, notamment grâce aux capacités aéroportée et subaquatique. La raison d’être de cette force est la prise d’otage de nature terroriste. Au quotidien, elle est engagée sur les crises les plus diverses, mais toujours lorsque la dangerosité des auteurs est avérée : extorsion de fonds, enlèvement, interpellation domiciliaire ou en milieu ouvert, flagrant délit de braquage,

prise d’otage de droit commun ou pénitentiaire. Maintenant en permanence un système d’alerte contraignant, elle peut être projetée en quelques heures sur les territoires métropolitain et ultramarin, mais également à l’étranger (elle a été engagée ces dernières années au Kosovo, en Guyane Française et en Afghanistan).

La Force Sécurité-Protection

Composée d’experts de la protection, cette force agit la plupart du temps dans les pays où la situation politique instable, la guerre et le terrorisme l’exigent. Ses opérationnels sont, dans ce cadre, souvent placés pour emploi auprès du Ministère de l’Europe et des Affaires Étrangères, lorsqu’ils assurent la sécurité des autorités diplomatiques. Certaines missions peuvent durer des années (la FSP est active en Irak depuis 2004), ou quelques semaines, en fonction de l’évolution de la menace dans le pays considéré. Ses missions la conduisent sur tous les continents, où ses hommes peuvent aussi être employés au profit d’organisations internationales comme l’ONU.

Cette force est également engagée sur le territoire national où elle est chargée de la protection d’autorités militaires (le chef d’état-major des Armées est protégé en permanence par une équipe du GIGN, certaines autorités militaires ou civiles, françaises ou étrangères peuvent également en bénéficier), de la sécurisation de grands événements sportifs, politiques ou culturels. La FSP bénéficie aussi d’une expertise dans le domaine des audits de sûreté qu’elle réalise régulièrement, sur des sites sensibles, ambassades, emprises étatiques ou non, en France comme à l’étranger.

La Force Observation-Recherche

Discrète par nature, furtive par formation, la Force Observation Recherche est sans doute la moins connue des forces du GIGN. Ses opérationnels, spécialisés dans la recherche du renseignement, à des fins d’interpellation dans la plupart des cas, combinent les capacités humaines et techniques pour matérialiser des habitudes, constater des rencontres, rapporter des conversations ou réaliser des images de malfaiteurs ou de personnes impliquées dans des réseaux terroristes. Dotés d’une grande souplesse d’exécution, ils développent et entretiennent des compétences dans les domaines de la filature, tant en véhicule qu’à pied ou en aéronef, du comportement non-policier, du suivi technique, et de l’acquisition de vidéos ou d’éléments sonores. Cette force agit aussi bien dans le cadre d’enquêtes judiciaires que dans celui de la police administrative.

Coordination et cohérence

À première vue, la présentation de ces trois forces pourrait nous laisser penser que le GIGN n’est que le conglomérat de trois métiers co-localisés et artificiellement rassemblés sous l’autorité d’un état-major. Il n’en est rien. La cohérence opérationnelle des trois métiers leur permet de se compléter les uns les autres dans leur lutte contre le terrorisme : cette cohérence est bien entendu assurée par le commandant du GIGN qui donne le cap à suivre, et concrétisée par le biais de l’état-major opérationnel qui suit et contrôle les opérations et apporte aux forces son appui dans le domaine de l’analyse et de l’expertise technique.

Comprendre et analyser la menace : tirer les enseignements de la crise et anticiper l'intervention

La menace terroriste a rarement été aussi prégnante en Europe occidentale. Cette menace dépasse largement le cadre du territoire national, même si notre pays a été durement touché ces dernières années. En effet, la compréhension du fait terroriste contemporain doit entraîner la prise de conscience d'une forme d'universalité des actions terroristes : les combattants des montagnes afghanes, du désert irakien ou du Sahel ont bien des points communs avec l'adversaire du Bataclan ou de Dammartin... Ce sont parfois les mêmes, comme nous le montre l'exemple de Mehdi Nemmouche et de tant d'autres. Les organisations terroristes diffusent ainsi des consignes précises à leurs équipes et travaillent à l'harmonisation de leurs procédures, via leurs instances de communication. D'où l'importance pour une unité comme le GIGN de recenser et d'analyser toutes les attaques, dans tous les pays, pour ne pas se laisser surprendre par de nouveaux modes d'action.

C'est le travail effectué au GIGN, par la cellule de veille stratégique, de rassembler et synthétiser ces renseignements, qui seront ensuite transmis au commandement, lui permettant d'orienter efficacement l'action de l'unité, voire de la réformer : les prises d'otage de Moscou et Beslan en 2002 et 2004, les attaques de Bombay en 2008 ont eu des conséquences directes et immédiates sur la structure même de l'unité et sa manière de fonctionner.

De la même manière, il est indispensable pour les opérationnels d'échanger avec des unités équivalentes confrontées à ce type de crise afin d'étudier leur mode opératoire et leur processus de gestion de crise : la coopération internationale joue au GIGN un rôle primordial, que ce soit sur la plan vertical (cela passe par exemple, par la formation d'unités de contre-terrorisme en Afrique) ou sur le plan horizontal : l'unité est ainsi fortement impliquée, aux côtés du RAID de la Police Nationale, dans le réseau ATLAS, regroupant toutes les unités et services d'intervention de l'Union Européenne. Elle entretient également des relations privilégiées avec des unités “sœurs” de haut niveau, des années d'échange ayant réussi à créer un lien de confiance et de fraternité.

En parallèle, le GIGN se doit de connaître parfaitement tous les sites susceptibles d'être attaqués dans sa zone de compétence. La cellule “Audit et dossiers d'objectifs” est chargée de créer et mettre à jour les données relatives à ces cibles potentielles. Ce travail sans fin exige la collaboration d'opérationnels de la Force Sécurité-Protection, pour la mise en sécurité et les éventuels conseils au gestionnaire des sites, mais aussi de ceux de la Force Intervention, pour la préparation d'un éventuel assaut.

Des pôles d'excellence technique

Au-delà des forces opérationnelles, plusieurs cellules techniques sont impliquées dans la réalisation de la mission, parfois jusqu'au cœur de l'action. Ces cellules sont un élément incontournable de la capacité d'adaptation du GIGN et contribuent largement à sa réussite opérationnelle.

La cellule de Recherche et Développement permet d’assurer la conception, le développement et l’acquisition de matériels, équipement, munitions, selon un processus particulier puisque toutes les demandes émanent des forces opérationnelles. C’est ainsi l’opérateur qui exprime un besoin précis, en proposant ou inventant parfois lui-même une solution, qui sera étudiée et acquise par la cellule de R&D. Ce fonctionnement en boucle courte, très participatif, permet une grande réactivité et une assurance que le produit fini correspond au besoin opérationnel. Des ingénieurs des études et techniques d’armement commandent cette cellule placée sous les ordres directs du commandant du GIGN.

La Section des moyens spéciaux est tout particulièrement chargée de l’acquisition technique du renseignement. Elle effectue une veille technologique afin de permettre à l’unité d’acquérir les matériels les plus adaptés : drones, robots, microphones, caméras, etc. La cellule technique d’adaptation opérationnelle (CTAO) est ensuite chargée, souvent dans l’urgence, d’intégrer ces éléments à l’environnement de la mission et leur permettre de continuer à enregistrer, émettre, tout en restant furtif !

Intégrés aux colonnes d’assaut, au plus proche de l’action, le Groupe d’appui cynophile et la Cellule de dépiégeage d’assaut apportent leur compétence au chef opérationnel : les premiers permettent l’appréhension d’individus sans s’exposer, les autres s’exposent volontairement pour permettre à la colonne de passer, en dépit des risques explosifs ! Ils sont tous reconnus comme des experts dans leur domaine.

Se réinventer sans cesse

L’ouverture d’esprit et une certaine souplesse exigée lors des tests de sélection ne sont pas qu’une épreuve de passage : au quotidien, servir au GIGN exige cette capacité de l’esprit à se réinventer sans cesse.

Cela passe par une constante adaptation des procédures et des techniques d’investigation lors d’une action de contre-terrorisme : ces techniques sont perpétuellement mises à l’épreuve et confrontées aux modes d’action éprouvés par les unités récemment engagées. Ainsi, en amont des événements de 2015 et particulièrement de l’attaque au Bataclan, le GIGN s’est concentré sur deux axes majeurs : la guerre du temps et la médicalisation dans l’action.

La cinématique particulièrement rapide des récentes attaques terroristes nous invite en effet à apporter une riposte armée le plus rapidement, afin de faire cesser la tuerie dirigée quasi-exclusivement contre les civils et de faire basculer la crise dans un affrontement direct contre les forces de l’ordre, voire une phase de retranchement. Ce fut l’objet de la transformation des PI2G (Pelotons d’intervention interrégionaux de la Gendarmerie) en Antenne GIGN : 13 AGIGN (6 en métropole, 7 en outremer) constituent aujourd’hui la force de première intervention, en capacité de conduire un assaut d’urgence s’il s’avérait nécessaire. Mieux équipées, mieux formées qu’auparavant, elles viennent combler cet espace entre le début de la crise et l’arrivée du GIGN. Leur répartition territoriale leur permet d’être rapidement projeté en tout point et de faire ainsi cesser la tuerie.

Ce basculement de la tuerie vers l’assaut doit être accompagné de manière concomitante par le traitement médical de toutes les victimes blessées dans le premier temps de l’attaque : la zone d’affrontement, inaccessible aux services de secours est le terrain par définition des forces de contre-terrorisme. C’est donc à elle qu’il revient de prendre les mesures de sauvegarde de la population, sans attendre que la zone soit sécurisée et tout en continuant le combat face aux terroristes. Cela implique à la fois une formation adaptée (sauvetage au combat, groupes tactiques médicalisés) et un entraînement soutenu et réaliste, conditionnant les équipes d’assaut à ce type d’intervention.

On l’a vu, pour mieux combattre le terrorisme, il faut connaître au mieux son adversaire et ses modes opératoires. Dès lors, si le cœur de la mission du GIGN réside bien sur le territoire national, ne faudrait-il pas que le GIGN s’aguerrisse aussi à l’étranger, pour combattre là où est la menace, la connaître, avant de se laisser surprendre et de la découvrir sur le sol national ? Des dispositifs de mentorat d’unités de gendarmerie en zone de crise, similaires à ceux que la gendarmerie a conduit en Afghanistan avec l’ANP (Afghan National Police) pourraient être envisagés. Ce type de mission, distinct en nature de l’action des forces armées ou des forces spéciales, s’inscrit pleinement dans le cadre de la gendarmerie en tant que force armée, capable d’évoluer sur le spectre qui va du temps de paix au temps de guerre.

Conclusion

Évolutif par nature, l’enjeu majeur du GIGN est d’être à tout instant en mesure de répondre le plus efficacement possible à la menace. Cette mission implique d’analyser les attaques terroristes de par le monde, d’aguerrir ses sections opérationnelles au quotidien, sur le territoire national comme à l’étranger, et de tout mettre en œuvre pour devancer la menace et non pas la subir.

Unité créée pour affronter les pires scénarii possibles, le GIGN se doit d’être engagé régulièrement afin de rester un corps près des opérations, un corps en opération. En ce sens, le GIGN ne doit pas être confiné à un rôle d’arme de l’“ultime recours” : s’il n’est pas destiné à la sécurité publique générale, il n’est pas non plus une arme de dissuasion stratégique. Le GIGN doit continuer à affirmer sa place dans un ordre du contre-terrorisme en France qui est, lui aussi, évolutif et faire valoir sa philosophie du respect de la vie humaine, fidèle à sa devise : “*S’engager pour la vie*”. Rassurant par son professionnalisme, professionnel parce qu’intégrant dans sa réflexion tous les éléments de la crise terroriste, le Groupe doit être, pour chacun de nos concitoyens comme pour nos chefs politiques, une force rassurante, toujours prête et toujours au niveau exigeant qu’elle s’est fixée, en un mot, une force de l’espérance.